

Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote

Exposé des motifs

Dans le plan d'action Entrepreneurship 2020 de la Commission Européenne, la première importance est donnée à l'éducation entrepreneuriale. Le présent projet de loi a pour objectif de mettre en place une expérience entrepreneuriale pendant les études secondaires.

Dans la convention « Promotion de l'entrepreneuriat à l'enseignement secondaire » que le lycée-pilote a conclue avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ainsi qu'avec le Ministère de l'Économie, le lycée-pilote s'appuie sur son expérience de 12 ans en matière d'« activités complémentaires » et s'engage à refonder celles-ci en créant des entités plus proches encore de la réalité économique. Les « entreprises » existent déjà au lycée-pilote depuis plusieurs années et elles sont devenues un facteur essentiel de motivation et d'orientation. Il s'agit maintenant, à travers le présent projet de loi, de les ancrer davantage dans le curriculum, afin de leur donner plus de valeur et plus d'impact, y compris et surtout dans les classes supérieures, sous forme d'« unités d'entreprise » qui s'ajoutent aux « unités d'enseignement ».

L'amélioration de la gestion des ressources au sens large – matérielles, naturelles, humaines, temporelles, financières – constitue le défi majeur du monde globalisé d'aujourd'hui. L'éducation moderne ne peut échapper à en faire son objet primordial. À l'école, pour que les élèves prennent conscience de ces questions, en mesurent l'ampleur et le potentiel, il faut réunir les conditions et le personnel adéquats. L'expérience des élèves doit être positive. Les conditions doivent être telles qu'ils prennent envie de s'investir dans un développement économique menant à de meilleures conditions de vie.

Afin d'y parvenir, il faut introduire dans l'école une expérience durable de la dimension collective de l'engagement individuel. C'est dans ce sens que les entreprises sont complémentaires aux cours et aux travaux personnels, concentrés sur l'orientation purement individuelle.

Concrètement, cela passe par une confrontation authentique et continue aux difficultés et aux opportunités de la production et du commerce. Les unités d'entreprise placent l'élève dans la nécessité de s'intégrer dans un processus de production existant et d'apprendre à y développer ses propres talents. Afin de donner à l'engagement de l'élève un caractère plus réel et plus solennel, les unités d'entreprise sont organisées sous forme de stage conventionné. Il convient par conséquent de placer les entreprises sous la responsabilité d'un personnel ayant une expérience étendue du monde économique réel.

Au-delà du volet « entreprise », le présent projet de loi opère des modifications s'imposant face aux conclusions tirées de la pratique de ces dernières années.

Texte du projet de loi

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du * et celle du Conseil d'État du * portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. L'article 3 est remplacé par le libellé suivant :

« Art. 3.

L'organisation scolaire comprend :

- a) des unités d'enseignement ;
- b) des unités d'entreprise ;
- c) des séquences d'études ;
- d) des séquences de récréation ;
- e) des activités parascolaires ;
- f) un encadrement.

Les unités d'enseignement et d'entreprise et les séquences d'études et de récréation sont organisées en alternance pendant huit heures, quatre jours par semaine et pendant six heures un jour par semaine. Les élèves participent obligatoirement à un total de trente-deux à trente-quatre unités d'enseignement et d'entreprise, dont huit à dix unités d'entreprise, ainsi qu'aux séquences d'études et de récréation. La prise en commun des repas à l'école est obligatoire pour les élèves des classes de 7^e, 6^e et 5^e. »

Art. 2. À l'article 4, alinéa 2 sont apportées les modifications suivantes :

1. Au point 5, les termes « , et qui comprend les travaux manuels et l'initiation aux technologies de l'information et de la communication ; » sont supprimés.
2. Le point 7 est supprimé.

Art. 3. À l'article 5 sont apportées les modifications suivantes :

1. À l'alinéa 1^{er}, point 3 sont apportées les modifications suivantes :

a) Le point b) est remplacé par le texte suivant :

« b) l'engagement dans chaque discipline ; »

b) Le point c) est remplacé par le texte suivant :

« c) une appréciation du travail de l'élève dans les unités d'entreprise, à des fins d'orientation ; »

c) Le point d) est remplacé par le texte suivant :

« d) des observations du conseil de classe, à des fins d'orientation ; »

d) Au point e), les termes « en fin d'année scolaire » sont ajoutés.

2. À l'alinéa 2, le terme « trimestre » est remplacé par celui de « semestre »

Art. 4. L'article 5ter est remplacé par le libellé suivant :

« Art. 5ter.

L'organisation scolaire comprend :

- 1) des unités d'enseignement ;
- 2) des unités d'entreprise ;
- 3) des séquences de direction des mémoires ;
- 4) des activités parascolaires ;
- 5) un encadrement.

Les élèves participent obligatoirement à un total de trente à trente-deux unités d'enseignement et d'entreprise, dont six unités d'entreprise en classes de troisième et de deuxième, ainsi qu'aux séquences de direction des mémoires, des séquences d'études et de récréation. »

Art. 5. L'article 5quater est remplacé par le libellé suivant :

« Art. 5quater.

Le programme du lycée-pilote comprend :

1. la préparation indispensable au diplôme visé ;
2. les unités d'entreprise ;
3. un mémoire collectif en classe de troisième et un mémoire individuel en classe de deuxième.

Les nombres des unités d'enseignement dans les différentes disciplines sont fixés par règlement grand-ducal. »

Art. 6. L'article 5quinquies est remplacé par le libellé suivant :

« Art 5quinquies

Il est constitué pour chaque élève un portfolio qui comprend :

1. le journal de bord de l'élève où celui-ci inscrit des informations concernant son parcours scolaire et son projet personnel de formation. Le journal de bord sert d'outil d'auto-évaluation à l'élève ;
2. le dossier qui documente le parcours d'apprentissage personnel de l'élève. L'équipe pédagogique y réunit avec l'élève les documents représentatifs des travaux qu'il réalise au cours du cycle de formation. Des savoirs et des savoir-faire qui ne figurent pas dans les programmes peuvent également être inscrits dans le dossier. Les parents peuvent consulter le dossier de l'élève ;
3. le bulletin établi par l'équipe pédagogique qui y inscrit :

- a) les notes obtenues dans chaque discipline ;
- b) une appréciation du travail de l'élève dans les unités d'entreprise, à des fins d'orientation ;
- c) une appréciation du mémoire, à des fins d'orientation, en fin d'année scolaire ;
- d) des observations du conseil de classe à des fins d'orientation ;
- e) la décision de promotion prise par le conseil de classe en fin d'année scolaire.

Le bulletin est établi à la fin de chaque semestre et remis aux parents. »

Art. 7. À l'article 5sexies sont apportés les modifications suivantes :

- 1. L'alinéa 3 est supprimé.
- 2. Il est complété par les alinéas suivants :

« Le volume des mémoires est compris entre 7500 et 10000 mots.

Les mémoires sont accompagnés par des directeurs de mémoire, nommés par le directeur parmi les membres du personnel du lycée-pilote. »

Art. 8. Il est inséré un Chapitre IIbis libellé comme suit :

« Chapitre IIbis. Les unités d'entreprises »

Art. 9. Il est inséré un article 5septies libellé comme suit :

« Art. 5septies.

Les unités d'entreprise initient aux pratiques économiques, sociales et écologiques dans un contexte de production.

Les unités d'entreprise sont organisées sous forme de stage conventionné, ayant lieu dans des entités appelées « entreprises ».

Le directeur place les entreprises sous la responsabilité d'un personnel expérimenté dans la spécialité correspondante.

La tâche du personnel des entreprises comprend :

- 1. la mise en place, le maintien et le développement d'une production de biens ou de services ;
- 2. la conception, la réalisation et le développement d'une distribution ou d'une commercialisation ;
- 3. la pérennisation de la production et de la distribution ;
- 4. la recherche de moyens de production et de distribution respectueux de l'environnement et de la santé ;
- 5. l'implication des élèves dans toutes les activités de l'entreprise ;
- 6. la valorisation des spécialités correspondantes y compris au niveau professionnel ;
- 7. l'utilisation des nouvelles technologies ;
- 8. le soutien des élèves au niveau de la documentation de leurs activités au sein de l'entreprise ;
- 9. l'organisation d'un accueil occasionnel d'élèves d'autres entreprises. »

Art. 10. À l'article 6 sont apportées les modifications suivantes :

1. À l'alinéa 2, les termes « chargée de l'organisation de l'enseignement, des séquences d'études et des activités complémentaires. » sont remplacés par ceux de « en charge des unités d'enseignement, ainsi que des séquences d'études ». L'entité formée par l'équipe pédagogique et les classes dont elle a la responsabilité est appelée « maison ».
2. L'alinéa 3 est supprimé.
3. L'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Chaque élève est suivi par un tuteur membre du personnel du lycée-pilote. »

4. À l'alinéa 5, les termes « et de l'élève en matière d'orientation » sont insérés entre les termes « Le tuteur est l'interlocuteur privilégié des parents » et « L'équipe pédagogique organise une disponibilité pour le tutorat. »
5. L'alinéa 7 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La tâche hebdomadaire de l'éducateur gradué comprend :

- a) la gestion d'une maison, en collaboration avec les enseignants et les élèves ;
- b) l'assurance d'une atmosphère chaleureuse et studieuse au sein de la maison ;
- c) l'organisation et la supervision des séquences d'études et de récréation ;
- d) le maintien de l'ordre et de la discipline ;
- e) la gestion des absences et des disponibilités ;
- f) l'organisation des réunions de concertation de l'équipe pédagogique ;
- g) l'encadrement socio-éducatif des élèves et l'assistance à des élèves en difficulté ;
- h) la représentation de la maison auprès de la direction. »

Art. 11. À l'article 8, les termes « de l'équipe pédagogique de la classe » sont remplacés par ceux de « des titulaires des élèves de la classe, des tuteurs concernés, des éducateurs gradués de l'équipe pédagogique concernée, ».

Art. 12. À l'article 9, alinéa 2, les termes « À la fin du premier trimestre » sont remplacés par ceux de « Au milieu du premier semestre ».

Art. 13. L'article 11bis est remplacé par le libellé suivant :

« Art. 11bis.

Pendant le cycle de formation, la promotion des élèves se fait sur la base de l'évaluation des disciplines et des ajournements. À l'exception des disciplines organisées pendant un seul semestre, chaque discipline donne lieu à deux notes semestrielles. Si ces deux notes sont suffisantes, la discipline est réussie. Si les deux notes sont insuffisantes, la discipline n'est pas réussie. Si l'une des deux notes est insuffisante, le titulaire décide si la discipline est réussie ou non. Dans le cas d'une discipline organisée pendant un seul semestre, la note semestrielle est déterminante.

L'élève qui réussit toutes les disciplines réussit l'année.

L'élève qui échoue dans plus d'un tiers des disciplines échoue.

Dans tous les autres cas, le conseil de classe décide soit d'une réussite, soit d'un échec, soit d'un ou de plusieurs ajournements. Le conseil de classe peut consulter l'élève avant de prendre sa décision.

L'élève ajourné qui a obtenu une note suffisante dans chaque épreuve d'ajournement réussit l'année.

Les critères d'évaluation des disciplines et de l'ajournement, ainsi que les modalités de l'ajournement sont déterminés par règlement grand-ducal. »

Art. 14. L'article 12 est abrogé.

Art. 15. L'article 13 est remplacé par le libellé suivant :

« Art. 13.

Le cadre du personnel comprend un directeur, des directeurs adjoints et des fonctionnaires des différentes catégories de traitement telles que prévues par la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

Il peut être complété par des fonctionnaires stagiaires, des employés et des salariés de l'État dans la limite des crédits budgétaires. »

Art. 16. Il est inséré un article 13bis libellé comme suit :

« Art. 13bis.

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1er, point e) de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, les employés relevant du sous-groupe administratif engagés pour les besoins spécifiques des unités d'entreprise doivent remplir les conditions particulières suivantes :

1. se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans la spécialité demandée ;
2. prouver par des certificats qu'ils ont atteint le niveau B2 du cadre européen commun de référence des langues dans au moins une des langues administratives définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

La tâche hebdomadaire et les congés des employés en charge des unités d'entreprise sont fixés par règlement grand-ducal. »

Art. 17. Il est inséré un article 14ter libellé comme suit :

« Art. 14ter.

Le lycée-pilote est autorisé à percevoir des recettes pour des prestations issues des « entreprises ». »

Art. 18. Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur à la rentrée scolaire 2018/2019.

Commentaire des articles :

Ad Art. 1. L'organisation scolaire du lycée-pilote diffère de celle des autres lycées d'enseignement secondaire. Depuis 2005, les activités complémentaires ont évolué vers des activités à caractère orientatif et proches de l'entrepreneuriat, d'une part, et vers des activités plus récréatives, d'autre part.

Les premières donnent lieu à des « unités d'entreprise », introduites à l'article 7bis.

Les secondes deviennent des activités parascolaires facultatives.

À l'image du lycée de Redange, un après-midi sera réservé à des réunions professionnelles de qualité, sans que le personnel ait à assurer en parallèle l'encadrement des élèves. Tout le personnel, y compris les personnes bénéficiant de tâches à temps partiel, doit y être obligatoirement présent. Du coup, il n'y a plus lieu d'organiser les demi-journées pédagogiques que le lycée-pilote avait coutume d'organiser six après-midis par année en libérant les élèves. Avec un après-midi de libre, il n'y a plus besoin d'annuler des cours ou des entreprises.

La détermination du nombre d'unités d'entreprise obligatoires, vu son impact financier, n'incombe pas au conseil d'éducation.

Le total d'unités d'enseignement et d'entreprise peut varier de 32 à 34 suivant que les élèves choisissent la section « latin » ou non.

Le nombre d'activités parascolaires dépend des inscriptions et de la faisabilité.

Ad Art. 2. La suppression de ces termes s'impose alors que les travaux manuels et l'initiation aux technologies de l'information et de la communication sont intégrés dans les unités d'entreprise et ils ne sont donc plus enseignés dans le cadre de la discipline « science et technique ».

La discipline « perfectionnement » est supprimée pour libérer du temps pour les unités d'entreprise.

Ad Art. 3. Cet article adapte les éléments figurant dans le portfolio de chaque élève, et plus précisément les éléments qui figurent désormais sur le bulletin de chaque élève. L'expérience montre que l'orientation est améliorée par des indications sur l'engagement de l'élève dans les disciplines, ainsi que par une appréciation de son travail dans les unités d'entreprise. Il est toutefois à préciser que l'appréciation du travail de l'élève n'y figure qu'uniquement à titre d'orientation et n'a aucun impact sur la promotion de l'élève.

Les résultats des épreuves communes sont intégrés dans l'évaluation des performances de l'élève dans les disciplines correspondantes et ne figurent donc plus comme élément à part sur le bulletin de l'élève.

Finalement, l'orientation est améliorée par des bulletins semestriels, permettant ainsi des commentaires plus éclairés.

Ad Art.4. Comme au cycle d'orientation, l'organisation scolaire comprend des unités d'enseignement et des unités d'entreprise.

L'enseignement n'est plus organisé de manière modulaire. L'idée originelle de l'organisation modulaire avait été liée à la création d'un cycle comprenant la classe de troisième et la classe de deuxième. Or, il s'est avéré qu'une décision de promotion, dès la fin de la classe de troisième, est nécessaire en raison des passerelles vers l'enseignement secondaire général, des carrières rattachées à une classe de troisième réussie dans les services publics et des

conditions d'admission à certaines écoles supérieures techniques liées, à l'obtention d'une classe de troisième.

Les « séquences de rédaction des mémoires » ont été remplacées par des « séquences de direction des mémoires » parce que seul l'accompagnement des mémoires par des directeurs de mémoire est organisé au sein du lycée-pilote. La rédaction des mémoires proprement dite relève bien sûr de l'autonomie de l'élève.

Comme au cycle d'orientation, les activités complémentaires donnent à présent lieu à des unités d'entreprise obligatoires et à des activités parascolaires facultatives.

La raison de fixer le nombre d'unités d'entreprise au sein du règlement grand-ducal est la même que celle fournie à l'article 1^{er} relatif au cycle d'orientation, à savoir que cette décision n'incombe pas au conseil d'éducation.

Ad Art. 5. Cet article remplace les deux anciens articles 5quater et 5quinquies.

Cette fusion découle de l'abandon des modules.

Comme les activités complémentaires sont remplacées par les unités d'entreprise, ainsi que par un petit nombre d'activités parascolaires, il n'est plus possible d'organiser l'éducation physique sous forme d'activités complémentaires au choix. Elle figure désormais parmi les disciplines.

Les unités d'entreprise au cycle de formation visent à développer les compétences entrepreneuriales acquises au cycle d'orientation.

Ad Art. 6. Au cycle de formation, l'orientation vers les études supérieures devient de plus en plus importante.

Au cycle d'orientation, le portfolio s'est confirmé comme étant un outil d'orientation essentiel.

C'est pourquoi il est utile de le consolider au cycle de formation, tout en veillant à séparer les éléments promotionnels des éléments figurant dans le portfolio à titre d'orientation.

Il est à relever que, conformément à l'article 11bis, la promotion se rapporte exclusivement à l'évaluation des disciplines.

Les mémoires n'interviennent plus dans la promotion des élèves. Il est préférable de les considérer comme des outils d'orientation et de préparation aux études supérieures, au même rang que les unités d'entreprise.

Dans l'état actuel des choses, le mémoire est évalué indépendamment des autres disciplines et des délibérations du conseil de classe et son acceptation par un jury est une condition nécessaire à la réussite de l'année. Ces modalités ont conféré au mémoire un poids promotionnel déraisonnable, le plaçant d'emblée au-delà de toutes les disciplines et soumettant les élèves du lycée-pilote à des critères promotionnels excessifs par comparaison à ceux en vigueur au niveau national pour les autres lycées d'enseignement secondaire.

De façon générale, le portfolio facilite la confection d'un complément au diplôme représentatif.

Ad Art. 7. Les modalités définies à l'ancien article 5sexies n'ont plus lieu d'être, car le mémoire n'a plus de fonction promotionnelle.

Cela n'empêche qu'il reste obligatoire, au même titre que les entreprises. C'est pourquoi son volume doit être spécifié par le présent article.

Ad Art 7bis. Cet article précise la visée des unités d'entreprise et définit la tâche du personnel intervenant dans le cadre des unités d'entreprise.

L'organisation des unités d'entreprise, sous forme de stage conventionné prolongé, conformément au règlement grand-ducal du 10 août 1982 fixant les conditions et modalités des stages de formation et des stages probatoires, a pour finalité de confronter l'élève à des enjeux collectifs propres à une production et de le confronter à des responsabilités, des devoirs, des obligations, qui ne sont pas générés par les cours. Les unités d'entreprise dépassent les stages d'observation à courte durée organisés ponctuellement pendant le parcours scolaire de l'élève. Son engagement prolongé permet à l'élève de faire l'expérience des répercussions de son action sur une production qui dépasse sa propre personne. Cela aiguise son sens des responsabilités, mais aussi sa motivation à investir ses propres efforts et talents dans des réalisations collectives.

La convention est conclue entre les élèves et le lycée-pilote, représenté par les différentes entreprises.

Il est urgent de donner à l'éducation de la jeunesse une dimension qui va au-delà de la simple consommation et reproduction qui prennent trop de place à l'école et dans la société moderne. Il relève de la responsabilité de l'école de donner à chaque élève la chance de s'investir dans un processus de production et de prendre conscience de l'impact de sa contribution. C'est pourquoi le personnel intervenant dans le cadre des unités d'entreprise a la charge de permettre aux élèves de découvrir les différentes activités de l'entreprise.

La raison d'être des entreprises dans le lycée-pilote dépasse l'orientation proprement dite qui figure sur le bilan de chaque élève. Les entreprises sont censées apporter à tous les élèves un sens pratique, économique, écologique et relationnel que les cours ne peuvent assurer. Les élèves de l'enseignement classique ont autant à y gagner que tous les autres, même si, notamment au cycle supérieur, ceux-ci assureront plus particulièrement des fonctions de gestion et de recherche.

Les unités d'entreprise placent les élèves dans l'obligation de se projeter dans une entreprise, de prendre conscience de ce qu'ils peuvent lui apporter et de faire durablement leurs preuves. Dans les entreprises, l'acquisition de savoirs et de compétences se fait de manière plus pratique et plus inhérente (learning by doing) que dans les cours. Plus que dans les disciplines, l'accent est mis explicitement sur la réalisation d'un produit respectivement d'un service et sur le maintien d'une production continue et durable. Chaque entreprise comprend par conséquent différents volets : sensibilisation, initiation, pratique professionnelle, commercialisation, mais aussi gestion, finances, etc.

Ad Art. 8.

1. L'augmentation du nombre des élèves et l'ajout du cycle supérieur ont rendu nécessaire une organisation centralisée, assurée par la direction. Les dénominations « entreprises » et « maisons » traduisent la dualité que le lycée-pilote veut faire valoir entre un lieu d'apprentissage plus théorique et plus protégé (maison) et un lieu de préparation plus pratique et plus pragmatique au monde économique (entreprise). De plus, ces dénominations entendent accentuer l'autonomie, la prise de responsabilité et d'initiative des différentes entreprises et maisons. Elles renforcent notamment un sentiment d'appartenance favorable à la motivation et à l'engagement des élèves et des personnels.

Quant aux activités complémentaires, elles sont remplacées par les entreprises et celles-ci tombent sous la responsabilité d'un personnel engagé à cette fin.

2. Dans le sens d'une orientation complète, il vaut mieux faire bénéficier l'élève d'une variété de vues et de connaissances. C'est pourquoi, il est préférable que l'élève change de tuteur chaque année. Par ailleurs, avec l'augmentation du nombre d'élèves et l'ajout du cycle supérieur, les équipes doivent de toute façon être recomposées chaque année.

3. Il n'est pas toujours utile de réserver l'orientation aux seuls enseignants, respectivement au seul personnel d'une maison. Il peut arriver qu'un élève soit mieux guidé par un autre membre du personnel avec lequel il collabore plus spécialement.
4. Ce point ne nécessite pas de commentaire.
5. L'expérience a montré qu'il est utile que l'éducateur se concentre sur la tenue de la maison qui lui est confiée. Il est le coordinateur et le représentant de la maison et il est responsable de conférer à la maison un caractère et une atmosphère utiles à l'étude et à l'acquisition de compétences sociales solides. Cette tâche correspond aussi bien à son profil éducatif qu'à son profil gestionnaire.

Ad Art. 9. Il arrive que des titulaires interviennent dans plusieurs équipes pédagogiques. Il faut donc qu'ils assistent aux conseils de classe des différentes classes en question.

Ad Art. 10. Cet article remplace l'organisation trimestrielle par une organisation semestrielle.

Ad Art. 11. Les mémoires n'interviennent plus dans la promotion.

L'enseignement n'est plus modulaire. Les critères de promotion se rapportent à des disciplines réussies et non plus à des modules réussis.

Ad. Art. 12. Suite à des récentes modifications apportées à la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées, cette dérogation n'a plus lieu d'être. En effet, les modifications précitées prévoient désormais que les éducateurs font à présent partie de toute façon du comité de la conférence du lycée et le lycée-pilote ne doit donc désormais plus déroger aux dispositions applicables pour l'ensemble des lycées de l'enseignement secondaire.

Ad Art. 13. Le présent article tient compte des changements intervenus suite à l'entrée en vigueur de la réforme de la Fonction publique et de la réforme administrative. En effet, il s'avère que lors des modifications des articles des différentes lois établissant un cadre du personnel, qui avaient été faites lors de la rédaction de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, l'article 13 de la loi modifiée du 6 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote avait été oublié.

Ad Art. 13bis. Les personnes actuellement en place dans les entreprises internes du lycée-pilote avaient été embauchées comme chargés d'éducation, faute d'un statut mieux adapté. L'objectif était, dès le début, d'introduire dans l'école des activités proches de la pratique et de la réalité économique. Des personnes faisant preuve d'une expérience entrepreneuriale avaient été embauchées. Or, le statut de chargé d'éducation qui leur avait été attribué en 2005, à titre provisoire, n'a jamais été remplacé.

Les changements intervenus dans les conditions d'accès au poste de chargé d'éducation, rendraient impossible l'embauche de ces personnes aujourd'hui, en raison des modifications au niveau des diplômes, mais surtout au niveau du cycle de formation de début de carrière, devenu obligatoire pour les chargés d'éducation et organisé dans les seules branches scolaires traditionnelles. Or, nos entreprises couvrent des spécialités qui ne figurent pas parmi les branches scolaires organisées au niveau du cycle inférieur, ni de l'enseignement secondaire classique, ni de l'enseignement secondaire général. Il est donc devenu nécessaire de concevoir une autre manière d'embaucher les personnes en charge des entreprises du lycée-pilote.

Le statut d'employé, exigeant une formation administrative à l'INAP, est mieux adapté aux personnes responsables des entreprises du lycée-pilote. En effet, étant censées préparer les élèves au monde des entreprises et au marché de l'emploi, elles ont tout intérêt à connaître, à côté de leur spécialité, le contexte administratif et juridique luxembourgeois.

La présence accrue sur place, y compris pendant les vacances scolaires, impliquée par le statut d'employé, est également souhaitable. L'expérience montre en effet qu'une entreprise menée seulement par des enseignants avec leur tâche d'enseignement minutieusement calculée par des unités d'enseignement peut difficilement assurer sa mission de production et de gestion. En effet, le fonctionnement d'une entité de production comprend des travaux de préparation, d'entretien, de développement, d'aménagement et de gestion qui s'effectuent nécessairement sur place.

Pendant les vacances et congés scolaires, les spécialistes pourront organiser des périodes de fonctionnement intensif de leur entreprise, ainsi que des stages d'initiation ou de perfectionnement.

La coopération, devenue essentielle dans l'entrepreneuriat moderne, constitue un autre argument en faveur d'une présence continue dans chaque entreprise.

Ad Art. 14. Il est essentiel que les unités d'entreprise fournissent aux élèves, dans un cadre sécurisé, une initiation plus ou moins étendue à la gestion financière. La perception des recettes se fait, bien entendu, dans le cadre des conditions et des modalités propres aux services de l'État à gestion séparée, telles qu'elles sont précisées dans le règlement ministériel du 13 juillet 2007.

Fiche financière

Il découle de le projet de loi une diminution des unités d'enseignement à organiser et une augmentation des activités complémentaires, réorganisées en unités d'entreprise et d'activités parascolaires.

Les unités d'enseignement diminuent de 228 unités, en raison de la diminution du nombre d'unités d'enseignement et de la disparition des unités dédoublées au sein de la discipline « science et technique ».

La diminution d'unités d'enseignement dans une classe de 7C vient par exemple de

- la suppression de la discipline « perfectionnement » (2 unités hebdomadaires avec dédoublement de la classe, c'est-à-dire l'équivalent de 4 unités),
- la suppression d'un dédoublement de classe en science et technique (2 unités),
- du remplacement de 4 unités d'enseignement par des unités d'entreprise (4 unités).

De cette manière la diminution des unités d'enseignement se compose comme suit :

classe	nombre de classes	réduction d'unités d'enseignement par classe	réduction totale
7C	3	4+2+4=10	30
6C	3	10	30
5C	3	8	24
4C	3	8	24
7G	3	10	30
6G	3	12	36
5G	2	8	16
5PRO	1	14	14
7P	1	8	8
6P	1	8	8
5P	1	8	8
			228

Le nombre d'unités d'enseignement au cycle supérieur reste inchangé.

Le nombre d'unités d'entreprise à organiser au cycle inférieur se calcule selon la formule suivante :

$$\frac{(\text{nombre d'élèves}) \times (\text{nombre d'unités d'entreprise par semaine})}{(\text{nombre d'élèves moyen par unité d'entreprise})}$$

Le nombre d'élèves au cycle inférieur se compose comme suit :

régime	nombre de classes	nombre d'élèves par classe	
C	12	25	300
G / PRO	9	23	207
P	3	15	45
			552

De ces 552 élèves, 68 auront 10 unités d'entreprise, tous les autres 8.

Le nombre d'élèves moyen par unité d'entreprise étant de 12 (comme dans les ateliers de la formation professionnelle), le nombre d'unités d'entreprise à organiser est de

$$(552-68) \times 8 / 12 + 68 \times 10 / 12 = 380.$$

Au cycle supérieur, il faut compter avec 120 élèves en 3^e et en 2^e.

Le nombre d'unités d'entreprise étant fixé à exactement 6, le nombre d'unités à organiser est par conséquent de $120 \times 6 / 12 = 60$.

Le nombre total d'unités d'entreprise à organiser au cycle inférieur et au cycle supérieur est par conséquent compris de $380 + 60 = 440$.

Il convient de fixer le nombre d'activités parascolaires à organiser dans un lycée à plein temps au double du nombre correspondant dans un lycée conventionnel.

Dans le cas du lycée-pilote, cela revient actuellement à 50 unités.

Le nombre d'unités d'entreprise et d'activités parascolaires est finalement compris entre 478 et 570.

Le nombre actuel d'unités consacrées aux activités complémentaires est de 300.

L'augmentation de ces unités est par conséquent de 190.

Or la diminution des unités d'enseignement est de 228.

Cette augmentation et cette diminution se neutralisant à 38 unités près, l'impact financier est minime.